



LES CITOYENS DE NANTERRE ET SURESNES INTERROGENT LES CANDIDATS A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Dans un peu plus d'un mois aura lieu le premier tour des élections présidentielles.

En dépit de l'enjeu majeur de ce scrutin, des sondages concordant révèlent qu'**un grand nombre d'électeurs, n'ont pas encore arrêté leur choix.**

Dans le dernier sondage IPSOS, publié le 5 mars 2012, 43% des personnes interrogées indiquent qu'ils peuvent encore changer d'avis. Ce chiffre d'indécis est supérieur à ce qu'il était il y a deux mois. Dans un autre sondage récent, 70% des français jugent que la campagne n'est pas intéressante.

Nous sommes là en face d'un sacré paradoxe ! Plus la campagne avance, moins les français sont sûrs de leur vote et plus ils jugent que la campagne n'est pas au niveau de ce qu'ils attendent.

Il y a, en effet un décalage croissant entre leurs préoccupations et ce que les médias renvoient de la campagne.

Les projecteurs sont braqués, en un amalgame douteux et stigmatisant, sur la viande hallal et la politique d'immigration, alors que les Français attendent des réponses sur l'emploi, l'école, la santé et l'accès au logement.

On ne peut plus admettre une telle façon de faire. **Il faut réhabiliter le débat politique, en abordant avec les citoyens les questions qui les préoccupent.**

C'est ce que Gauche citoyenne a essayé d'initier au cours des douze derniers mois, lors d'une série de débats organisés dans les quartiers de Nanterre et de Suresnes sur le thème " la politique et les quartiers populaires ", et lors du " Forum des droits " de novembre dernier.

Au cours de ces deux initiatives des citoyens engagés ou non, des responsables d'association, des professionnels investis sur le champ social, riches de parcours différents, ont débattu sur la crise, ses conséquences et ont renvoyé des interrogations et des propositions qui selon nous devraient être au centre de la campagne des présidentielles.

Vous trouverez ci-dessous 10 grands sujets issus de nos débats sur lesquels nous proposons d'adresser des questionnements à l'ensemble des candidats à la présidentielle, qui se réclament de la Gauche et de l'écologie.

Mais avant, nous souhaitons recevoir votre avis. Les thèmes choisis vous paraissent ils pertinents ? répondent-ils à vos préoccupations ? Souhaitez-vous renvoyer d'autres questions aux candidats ?

Donnez-nous votre opinion en retournant le présent document assorti de vos corrections et propositions au siège de Gauche citoyenne (1 rue Noël PONS, Nanterre), ou dans la rubrique "contacts" de notre site (www.gauchecitoyenne.fr), ou aux permanences que Gauche citoyenne organisera au cours des prochains jours sur les marchés et sorties de RER.

Nous transmettrons ensuite le questionnaire aux candidats et publierons largement leurs réponses.

Nous comptons sur vous pour peser dans la campagne, en posant les bonnes questions qui vous permettront de choisir le candidat ou la candidate ouvrant des perspectives porteuses d'un vrai changement, résolument à gauche.

10 sujets de préoccupation pour les citoyens

Sujet 1 : Sur l'emploi

L'emploi est devenu, et de loin, la 1ère des préoccupations des français.

Plusieurs problèmes se font jour : la baisse inquiétante des emplois industriels ; l'insuffisance des emplois non délocalisables qui pourraient être trouvés dans les activités de service, de la santé, du logement, des travaux publics ou les industries écologiques ; le caractère discriminatoire du marché du travail : inégalités salariales homme/femme, discrimination des femmes pour accéder aux postes de responsabilités, sélection à l'embauche sur critères ethniques, insuffisance de recrutement de travailleurs handicapés.

- Quelles sont vos propositions pour **maintenir et développer les emplois industriels ?**
- Que suggérez-vous pour **développer les emplois non délocalisables ?**
- Que proposez-vous pour que **cessent les discriminations tant à l'embauche qu'au sein même des entreprises ?**

Sujet 2 : Sur l'éducation

Alors que l'école ouvrait encore, il y a un demi-siècle, une possibilité d'ascension sociale, beaucoup disent aujourd'hui qu'elle reproduit les rapports sociaux existants en les aggravant, notamment dans les quartiers populaires.

- Quelles propositions faites-vous pour que **l'école trouve et retrouve**, notamment dans les quartiers classés en zone sensible, **les moyens de donner à chaque élève, les mêmes chances ?**

La réussite éducative se construit sur **l'ensemble des temps de l'enfant et du jeune** : le temps de l'école, le temps périscolaire et le temps de la famille. On le sait, l'utilisation de ces temps, en terme d'accès aux loisirs, à la culture, aux activités de soutien à la scolarité, est profondément inégalitaire et continue à creuser l'écart entre ceux qui ont les moyens de mettre à profit leur temps périscolaires et ceux qui ne les ont pas.

- Quelles sont vos propositions pour **réduire ces inégalités ?**

Sujet 3 : Sur le pouvoir d'achat

Les prix des denrées alimentaires, de l'énergie et des loyers, augmentent sensiblement plus vite que les autres prix à la consommation.

L'augmentation de ces produits et services de première nécessité, qui constituent, au sens strict du terme, un prélèvement obligatoire, affectent durement les plus modestes de nos concitoyens, payés au SMIC ou percevant de petites retraites ou les minimas sociaux.

De plus en plus de travailleurs pauvres (qui ont un emploi permanent mais un salaire insuffisant), sont obligés, pour faire face aux obligations de la vie courante, de contracter des emprunts à des taux exorbitants.

Quelles sont vos propositions pour :

- **Réduire l'écart qui se creuse entre ressources et dépenses obligatoires ?**
- **Et pour réduire significativement les situations de surendettement ?**

Sujet 4 : Sur le droit au logement

Le droit au logement est inscrit dans la loi depuis vingt ans. Toutefois, des millions de personnes en France souffrent de mal logement voir d'absence de logement. En dépit de la loi DALO du 5 mars 2007, la rue est le lieu d'habitat d'un nombre de plus en plus élevé de personnes.

- Quelle appréciation portez-vous sur **l'application de la loi DALO** ?
- Quelles mesures proposez-vous de prendre pour **permettre à tous de disposer d'un logement décent à un prix accessible**?

Sujet 5 : Sur l'accès à la santé

On parle souvent d'une médecine à deux vitesses, y compris au sein des structures publiques de santé : consultations privées à l'hôpital, honoraires libres, différenciation des calendriers de prise de rendez vous en fonction du statut des consultations.

- Que proposez-vous de mettre en œuvre pour **remédier aux difficultés actuelles d'accès aux soins** ?

A Nanterre, ville préfecture du département des Hauts de seine, le plan de réorganisation, par l'ARS, de la carte hospitalière, a prévu sans concertation avec les professionnels de santé, les organisations syndicales, les usagers et les élus, de transférer à l'hôpital Louis Mourier les services de réanimation et de chirurgie conventionnelle, ainsi que les urgences de nuit. Ces mesures si elles étaient appliquées priveraient les habitants de Nanterre d'une offre de soin essentielle.

- Que feriez-vous, si vous étiez élu (e) président (e) de la république pour **maintenir une offre de soin publique sur tout le territoire et singulièrement à Nanterre** ?
- Vous engagez-vous à **abroger la loi Hôpital, Patients, Santé, Territoires** profondément antidémocratique ?

Sujet 6 : La Démocratie et la citoyenneté

Beaucoup de Français issus de l'immigration constatent que peu de place leur est réservée sur les bancs de l'Assemblée nationale et du Sénat. Cette situation jugée par eux discriminatoire peut les conduire à ne pas aller voter.

- Que comptez-vous faire pour que **la représentation nationale soit davantage à l'image de la diversité du Pays** ?

Chacun s'accorde à reconnaître la grande défiance à l'égard des Partis politiques. Cette situation conduit à un recul de l'engagement des citoyens qui pourtant veulent s'en mêler.

- Que proposez-vous de faire pour **favoriser leur participation** ?
- **Pensez vous que les institutions actuelles permettent aux citoyens de faire entendre leur voix** et valoir leurs droits ?
- **Quelles évolutions institutionnelles** suggérez-vous ?

Sujet 7 : Sur l'accès à la formation professionnelle

Les processus de production évoluent rapidement, de nouveaux métiers apparaissent. Les travailleurs ne bénéficient pas toujours des formations leur permettant de s'adapter à ces nouveaux contextes.

- **Quelles obligations en matière de formation** pour les entreprises **et quels financements** ?
- **Quelles sanctions** à l'encontre des entreprises en cas de manquement ?

Sujet 8 : Sur l'accès aux pratiques sportives et culturelles

Le sport est un droit. Pourtant l'exercice d'une pratique sportive est inaccessible pour une partie de la population.

- Certains évoquent l'intérêt qu'il y aurait à mettre **en place un grand service public du sport**. Qu'en pensez-vous ?
- **Quelle forme** pourrait-il prendre et de **quels moyens** devrait-il disposer ?

En dépit des efforts souvent importants consentis par les collectivités locales, on constate de fortes inégalités dans l'accès aux pratiques culturelles, qu'il s'agisse des conservatoires de musique, de la lecture publique, des arts plastiques, de l'accès aux salles de spectacle. Cette inégalité d'accès n'est d'ailleurs pas uniquement liée à des causes financières.

- Quelles mesures envisagez-vous pour **remédier aux inégalités actuelles d'accès aux activités culturelles** ?

Sujet 9 : Sur la sauvegarde de la planète

Nous dépensons en ressources plus que ce que la planète peut donner, en hypothéquant la vie des générations futures.

- Quel est, à votre avis, **le mode de développement et de consommation** qu'il faudrait adopter pour **préserver l'avenir** ?
- Quelles propositions faites-vous pour mieux **équilibrer la consommation et l'accès aux ressources entre pays du nord et pays du sud** ?

Sujet 10 : Le fonctionnement de l'Europe

Parce qu'elle est construite pour servir les intérêts financiers et non les peuples, l'Europe va mal tout autant que les pays qui la composent.

En 2005 une majorité de nos concitoyens ont dit NON par référendum, au traité constitutionnel et tout confirme qu'ils avaient raison.

- Envisagez-vous de **remettre en cause les traités actuels** et singulièrement **le traité de Lisbonne** ?
- Allez-vous exiger avec nous que **la Banque Centrale Européenne favorise les investissements** utiles à l'activité économique créatrice d'emplois et qu'elle **prête à faibles taux aux Etats** qui en ont besoin ?

Pour laisser un [commentaire](#)